



# Essentiel

2022-2023



© VisionduMonde

© PARTAGE





# ESSENTIEL

2022-2023



# SOMMAIRE

ÉDITO 6

MILITER AUPRÈS DES POUVOIRS PUBLICS 7

SENSIBILISER ET MOBILISER LES CITOYEN.NE.S 17

FÉDÉRER ET RENFORCER LA SOCIÉTÉ CIVILE FRANÇAISE POUR PORTER UNE VOIX COLLECTIVE ET ENGAGÉE AU NIVEAU NATIONAL ET INTERNATIONAL 22

DONNÉES FINANCIÈRES 26

# QUI SOMMES-NOUS ?

© VisionduMonde

La Coalition Éducation rassemble vingt-deux organisations de la société civile française : syndicats, associations de solidarité internationale, ONG de défense du droit à l'éducation, organisations d'éducation populaire. Ensemble, nous revendiquons le droit à une éducation inclusive de qualité pour toutes et tous, et notamment pour les plus vulnérables, et affirmons que la solidarité internationale est nécessaire pour mener ce combat.

La Coalition Éducation fonctionne de fait comme une association loi 1901. Elle est portée administrativement et financièrement par une organisation cheffe de file, Action Education<sup>1</sup> depuis 2021 (auparavant Solidarité Laïque entre 2015 et 2020), et pilotée par un comité de pilotage (élu pour 3 ans), composé en 2023 de 8 membres : Action Education, Défi, Le Gref, Humanité & Inclusion, Plan International France, Sgen-CFDT, Snuipp-FSU et Solidarité Laïque. Le collectif s'organise autour de groupes de travail thématiques et est animé par une équipe de coordination, composée de deux salariées engagées : Léa Rambaud, Cheffe de projet et Louise Clément, Chargée de projet.



1 anciennement Aide et Action

# ÉDITO



## Amandine Hersant

Directrice générale de Planète Urgence

Cette année encore, les chiffres démontrent qu'une éducation de qualité pour tous, n'est toujours pas une réalité. Le déficit de financement de l'éducation dans les pays à revenu faible et intermédiaire, de la tranche inférieure s'élève à 148 milliards de dollars US. Or, si chaque enfant bénéficiait d'un cycle d'enseignement secondaire complet, 420 millions de personnes sortiraient de la pauvreté, réduisant de plus de la moitié, la pauvreté dans le monde, et 200 000 décès liés aux catastrophes naturelles pourraient être évités.

Si nous voulons réellement atteindre les Objectifs de l'Agenda 2030, en ne laissant personne de côté, il n'y a donc rien de plus important, que de remettre l'éducation au cœur des solutions de développement d'un territoire.

Le défi est de taille, et ne pourra pas être résolu grâce à une unique organisation, mais par une coalition d'acteur.rice.s, sachant analyser collectivement les situations, proposer des recommandations d'une seule voix et y apporter des solutions coordonnées. C'est exactement la raison d'être de la Coalition Éducation, et c'est ce qu'elle s'est évertuée à faire en 2022-2023, comme le montre ce rapport d'activité.

Les enjeux sont massifs, mais certains sont aussi nouveaux. Le changement climatique et l'extinction de masse de la biodiversité en sont de bons exemples. Comment faire classe, quand il fait 50° sous le toit en tôle de l'école ? Comment préparer les enfants à vivre dignement dans un monde à +2° ou plus, sur des zones de plus en plus désertiques ? Comment permettre aux enfants de devenir les gardiens des forêts ou de la biodiversité de leur territoire, pour qu'ils puissent un jour bénéficier de leurs services ?

En 2022, la Coalition Éducation, portée désormais par 22 acteur.rice.s de la société civile française, a choisi de comprendre ce qui se joue pour apporter ultérieurement une réponse coordonnée à ces enjeux. Pour preuve, une session des Champions de l'Éducation et une fiche thématique, ont été dédiées au croisement entre éducation et environnement ; une étude a également été lancée par la Coalition Éducation et Planète Urgence au Sénégal et au Togo, auprès de 29 organisations et 127 enseignant.e.s, afin de mieux comprendre les besoins et les freins à l'intégration des enjeux environnementaux, au sein des pratiques pédagogiques et des établissements.

L'année 2023 a démarré avec une Coalition unie autour d'une nouvelle stratégie et de convictions partagées, notamment sur les enjeux de financement de l'Éducation. Ne nous arrêtons pas là, soyons de plus en plus nombreux à porter une voix forte et influente, soyons de plus en plus engagé.e.s pour partager et apprendre ensemble, afin de mieux servir notre mission commune : permettre à chaque humain, d'accéder à une éducation de qualité tout au long de sa vie.

## MILITER AUPRÈS DES POUVOIRS PUBLICS

Alerter pour renforcer la qualité de l'éducation dans les pays les moins avancés, pour les populations les plus vulnérables et encourager la France à allouer les ressources nécessaires.



Entretien avec

## Farah Malek-Bakouche

Responsable des partenariats, Save The Children (France)

### Pourquoi avoir rejoint la Coalition Éducation ?

Parce que ça allait de soi (pour nous du moins !). La Coalition Éducation est un acteur clé et incontournable en France, dans la promotion et la défense du droit à l'éducation de qualité, inclusive, pour tous les enfants de ce monde, quel que soit le contexte. Or, Save the Children a depuis toujours à cœur (et une expertise reconnue) de défendre et promouvoir ce droit fondamental, dans de nombreux espaces d'action à l'échelle mondiale et aujourd'hui en France.

Il nous paraissait dès lors naturel, dans notre souhait de pérenniser notre présence en France, de vouloir rejoindre cette coalition de membres experts, dédiés à cette même cause.

C'est dans une perspective de créer des relations de collaboration avec les acteur.rice.s de solidarité internationale en matière éducative et de porter, ENSEMBLE, ce plaidoyer auprès des pouvoirs publics français, que nous avons souhaité rejoindre la Coalition Éducation. Cette union fait notre force.

*L'année 2023 a été marquée par une actualité politique chargée avec une série de temps forts (Stratégie Éducation-Formation-Insertion professionnelle 2023-2027 du MEAE, stratégie humanitaire de la France, Conseil Présidentiel du développement, CICID, Sommet pour un nouveau pacte financier, etc) :*

### comment la Coalition Éducation s'est-elle mobilisée afin d'assurer la priorisation de l'éducation et son articulation avec les autres secteurs du développement dans les orientations politiques ?



La Coalition s'est mobilisée de manière stratégique afin d'assurer la priorisation de l'éducation dans les nombreuses orientations politiques discutées en 2023, une année effectivement très riche en moments clés. Cet engagement s'est traduit de différentes manières. En voici quelques illustrations.

Parce que les montants ne sont toujours pas à la hauteur des besoins mondiaux, la Coalition a publié son Observatoire 2022 « **Éducation : les limites des financements alloués par la France aux pays partenaires** ». Ce rapport dresse un état des lieux du financement de la France consacré à l'éducation dans le cadre de sa politique internationale, un état des lieux en l'occurrence mitigé. Ces données vérifiées ont servi de base fondamentale pour ancrer notre plaidoyer et enjoindre les pouvoirs publics français à mieux faire à tous égards.

Ce rapport, par sa qualité, a d'ailleurs suscité des intérêts institutionnels, auprès du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse, ainsi que de la Secrétaire d'État au Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE). Ces rendez-vous ont donné l'opportunité de plaider plus largement pour une priorisation de l'éducation dans les politiques publiques internationales françaises et de créer des passerelles de discussions, entre différents interlocuteurs et interlocutrices institutionnel. le.s clés. Ce rapport a même permis de créer de nouveaux liens avec le Ministère de l'Économie et des Finances, une première pour la Coalition !

Parce que l'éducation doit être une priorité dans tous contextes, la Coalition a également porté haut et fort la nécessité de prioriser les enjeux éducatifs en situations d'urgence, lors de ces différents rendez-vous institutionnels, alors que la future stratégie humanitaire de la France est également renouvelée et actuellement développée. La Coalition a fait écho aux besoins d'inscrire des engagements français, tant quantitatifs que qualitatifs en la matière dans cette future stratégie.

Grâce à une expertise reconnue, la Coalition Éducation a également été identifiée comme un acteur clé, afin de contribuer au développement de la future stratégie Éducation, Formation et Insertion du MEAE. Elle a ainsi rejoint le comité de rédaction et a participé par le biais de ses membres à différents groupes de travail.

Le tout sans compter les appels à agir, notamment en amont du Sommet de Paris pour le Nouveau Pacte Financier Mondial, ou encore les contributions au plaidoyer d'autres réseaux associatifs tels que Coordination Sud, notamment en amont du Comité interministériel pour la Coopération et le Développement International.

Ces activités continuent à ce jour et font partie d'une feuille de route plus large pour un impact collectif renforcé, actée collectivement dans la **nouvelle stratégie 2023-2027 de la Coalition**.



# FOCUS

## L'éducation à l'environnement et au développement durable au Togo et au Sénégal



La Coalition Éducation et Planète Urgence, en partenariat avec les coalitions pour l'Éducation du Togo (CNT/EPT) et du Sénégal (COSYDEP), ont mené un « État des lieux des enjeux de l'Éducation au Développement Durable notamment en Afrique de l'Ouest/Sahel, à partir des exemples du Togo et du Sénégal », avec l'appui de l'Agence Française de Développement et du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

### Rencontre avec

## Marcel Yao

Ancien coordinateur national de la CNT/EPT Togo et Président du RJCE-Togo<sup>2</sup>

### Quelles conclusions tirez-vous de cet état des lieux des enjeux EEDD au Togo ?



Du point de vue institutionnel, cette étude a révélé l'intérêt renforcé que porte la société civile togolaise à l'enseignement et à la pratique de l'éducation à l'environnement et au développement durable. Si les enjeux de l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD) sont déjà, en partie, reflétés dans les plans stratégiques de la politique éducative du Togo, dans la pratique, l'étude a révélé le besoin d'aller plus dans l'influence des politiques publiques afin de mobiliser les ressources nécessaires pour une mise en œuvre effective et pérenne.

L'étude EEDD a également permis de rendre disponible des données scientifiques : révélatrices des réalités, atouts, faiblesses et défis de l'enseignement et la pratique de l'EEDD dans les écoles et les communautés togolaises. Ces données, exploitables par la société civile, l'État, les Ministères à fonction transversale de l'éducation, etc, vont contribuer à asseoir la culture de la protection de l'environnement à l'école et au sein des communautés.



## Quelle a été la richesse de ce projet ?

Selon moi, la richesse du projet a été la collaboration, entre toutes les coalitions impliquées, sur les questions de l'EEDD : cela a permis d'apprendre et d'échanger sur les réalités de l'éducation à l'environnement et au développement durable dans chacun des pays en laissant voir les similitudes, les nuances, les avancées et les défis différents ou semblables d'un pays à l'autre.

La possibilité pour les coalitions de collaborer et de plaider pour un financement de projets multi-pays a des impacts durables, à travers notamment des innovations dans les programmes d'enseignement et/ou dans les actions de protection de l'environnement dans les pays, a également été grandement appréciée.

Enfin, la mise à disposition des données/résultats de l'étude exploitables par les médias joue un rôle déterminant, car cela leur permet de continuer à jouer un rôle d'information, de sensibilisation, d'éducation, de plaidoyer, ainsi que de redevabilité sociale et institutionnelle.



Rencontre avec

### Cheikh Mbow

Coordinateur national de la  
COSYDEP Sénégal

**Qu'est-ce que ce projet a apporté à la  
COSYDEP ?**

**Comment envisagez-vous la suite du  
projet ?**

La thématique est étroitement liée à l'éducation en situation d'urgence, eu égard aux nombreuses crises climatiques qui menacent et secouent la planète. À ce titre, le projet EEDD s'aligne sur les axes stratégiques de la COSYDEP et replace les questions environnementales au cœur de nos préoccupations. Je dois rappeler qu'en 2012, la COSYDEP a réalisé une cartographie des inondations en milieu scolaire, avec le soutien de l'UNICEF dans la région de Dakar.

Relativement à votre seconde question, la COSYDEP avec le soutien de PCV-CLÉ, met en œuvre le projet Environnement Durable par des Écoles Vertes (EDEV), qui cible les régions de Saint-Louis (Nord) et de Fatick (Centre), impactées par les changements climatiques et

environnementaux. Si la première est confrontée à l'épineuse question de l'érosion côtière et une dégradation environnementale, la seconde fait face à une salinisation avancée des terres. Ce phénomène a des conséquences sur le cadre de vie, l'environnement des apprentissages, la continuité et le maintien des enfants à l'école. Le projet EDEV met en relation dans chaque région les partenaires techniques comme les services des Eaux et Forêts et les autorités académiques et scolaires autour d'ateliers de renforcement des capacités des élèves et enseignant.e.s. Les modules sur l'éducation environnementale, le changement climatique et le développement durable sont traités. Le projet EDEV a pour objectifs de :

- Promouvoir une meilleure prise en compte de l'éducation environnementale dans les curricula et les programmes d'éducation, à travers des actions de plaidoyer ;
- Renforcer les compétences des enseignant.e.s et des élèves sur les questions environnementales et de développement durable, à travers des activités civico-citoyennes, pédagogiques et intellectuelles ;
- Produire des outils pour l'adoption de comportements et de pratiques favorables au développement durable, y compris améliorer et préserver l'environnement des établissements ciblés, par la mise en place de cadres d'apprentissage modèles, dénommés « écoles vertes » : espaces verts, façades végétalisées et coins poubelles.

Nous devons renforcer la sensibilisation via le cadre scolaire et les programmes d'éducation non-formelle, aux enjeux du changement climatique et de la protection de l'environnement.

Les premiers résultats de l'état des lieux ont été présentés à la table ronde « Quel rôle et quelle place pour l'éducation dans la transition écologique et la lutte contre le dérèglement climatique ? » coorganisée par l'Agence Française de Développement, le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères et la Coalition Éducation pour célébrer la 5ème Journée Internationale de l'Éducation.





Entretien avec

## Veronika Chabrol

Responsable adjointe de la division Éducation, Formation professionnelle et Emploi de l'AFD de l'Agence Française de Développement

### Quelle a été la plus-value de cette collaboration et comment envisagez-vous le travail commun sur cette thématique avec la Coalition Éducation ? Comment envisagez-vous la suite du projet ?

Chaque 24 janvier, la communauté internationale célèbre la « Journée Internationale de l'Éducation » (JIE). Nous avons décidé, ensemble avec nos collègues du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères et nos partenaires de la Coalition Éducation, de dédier la JIE de janvier 2023 au lien indissociable entre l'éducation et la transition écologique et climatique : l'intégration des enjeux environnementaux et climatiques dans les pratiques et les politiques éducatives, sont en effet des leviers fondamentaux pour favoriser la résilience des jeunes, en les dotant des compétences, des connaissances et des attitudes nécessaires pour comprendre et s'adapter à cette nouvelle réalité.

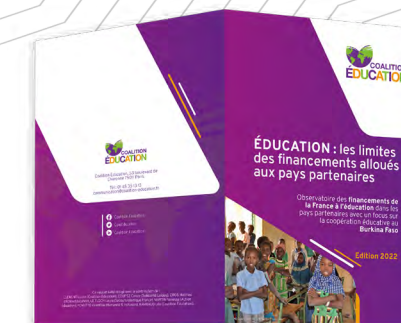
Grâce à notre partenariat avec la Coalition Éducation, nous avons pu mobiliser un grand nombre d'acteur.rice.s de la société civile du Sud pour cet évènement, acteur.rice.s clés pour répondre aux enjeux écologiques et climatiques qui se posent de manière accrue dans certaines géographies du Sud, notamment, mais pas uniquement sur le plan de l'adaptation.

La transition écologique juste et la lutte contre le changement climatique figurent parmi les

principaux enjeux globaux, auxquels l'humanité toute entière doit faire face. Le rôle de l'éducation au sens large tout au long de la vie pour relever ces défis est énorme. Or, la prise de conscience de cette réalité, puis sa traduction en actions et financements concrets, nécessite la mobilisation massive de tous les acteur.rice.s : gouvernements, entreprises, acteur.rice.s financier.ère.s public-que.s et privé.e.s, société civile... Chacun a son rôle à jouer pour que l'éducation puisse prendre toute sa place dans les efforts consentis à la réalisation d'une transition écologique et climatique juste et durable. L'AFD et la Coalition Éducation y prendront toute leur part.



## Nos actions et nos résultats



### Deux rapports d'analyses et de recommandations ont été publiés par la Coalition Éducation, et diffusés largement auprès des acteur.rice.s institutionnel.le.s :

- [Note de positionnement](#) collective « *Trois transformations pour un soutien intégral aux enfants dans les situations d'urgence et de crise* ». Appel à l'action lors du Sommet sur la transformation de l'éducation pour fournir un soutien intégral aux enfants dans les situations d'urgence et de crise.
- [Le rapport](#) de la nouvelle édition de l'Observatoire 2022 « Éducation : les limites des financements alloués par la France aux pays partenaires », avec pour la première fois en focus une analyse de la coopération éducative de la France au Burkina Faso.

### Les positions de la Coalition Éducation ont été reprises dans une série de documents et décisions politiques :

- Les préoccupations et chiffres de la CE, ont été repris dans le bilan de la Stratégie Éducation-Formation professionnelle-Insertion (EFI) 2017-2021 du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE).
- Le MEAE s'est appuyé sur les 8 fiches thématiques de la CE pour nourrir sa future stratégie EFI 2023-2027.
- L'éducation en situations de crises apparaît dans les livrables du G7 2022.
- L'éducation est également bien priorisée dans les livrables de la Présidence française de l'Union Européenne (2022).
- La CE a été invitée à intervenir lors d'une réunion haut niveau au Paris Peace Forum 2022 sur les financements innovants pour l'éducation.
- Une question écrite a été déposée à l'attention du MEAE par Mme Marie-Arlette Carlotti - Sénatrice membre de la commission des affaires étrangères.

### La Coalition Éducation a pris part à 16 réunions institutionnelles,

dont des rendez-vous de haut niveau avec la DREIC (Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse), avec le cabinet de la Première Ministre dans le cadre de la campagne Services sociaux de base, ainsi que trois rendez-vous institutionnels dans le cadre de la publication de l'Observatoire avec la Directrice adjointe du cabinet du Ministre de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse, avec le Ministère de l'Économie et des Finances ainsi qu'avec le Secrétariat d'état chargé du développement (MEAE).

La Coalition Éducation est également **membre du COPIL et du comité de rédaction de la Stratégie Éducation du MEAE** (la CE a participé à 6 sessions de travail) et du **groupe sectoriel Éducation & employabilité de l'Alliance Sahel piloté par l'AFD**.



## Les partenariats avec la société civile et institutionnelle se renforcent pour porter les enjeux de l'éducation au plus haut niveau :

- La Coalition Éducation travaille notamment étroitement avec le Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation (dont elle est membre du COPIL), la Campagne mondiale pour l'éducation (la CE en est le relais français, elle a notamment participé à l'Assemblée Générale à Johannesburg en novembre 2022), la Coalition Europe et Amérique du Nord (la CE est membre du Conseil d'Administration, elle a participé aux rencontres annuelles à Rome en octobre 2022), Coordination SUD, et de nombreuses OSC françaises et internationales de solidarité. Les partenariats se sont renforcés avec la société civile dans les pays partenaires notamment avec la COSYDEP et la CNT/EPT Togo, partenaires du projet d'éducation à l'environnement et au développement durable, mais aussi dans un cadre plus global avec l'African Campaign Network for Education for All (ANCEFA), la Coalition Nationale pour l'Éducation pour Tous du Burkina Faso - CN/EPT, les partenaires locaux des membres, etc. pour porter un plaidoyer afin de renforcer la coopération éducative française.

- La Coalition poursuit et renforce le travail de co-construction avec l'Agence Française de Développement et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.
- La Coalition Éducation est également en relation étroite avec les organisations internationales de l'éducation (Education Cannot Wait, Partenariat Mondial pour l'Éducation, UNESCO, etc.) et le Réseau international des parlementaires pour l'éducation.

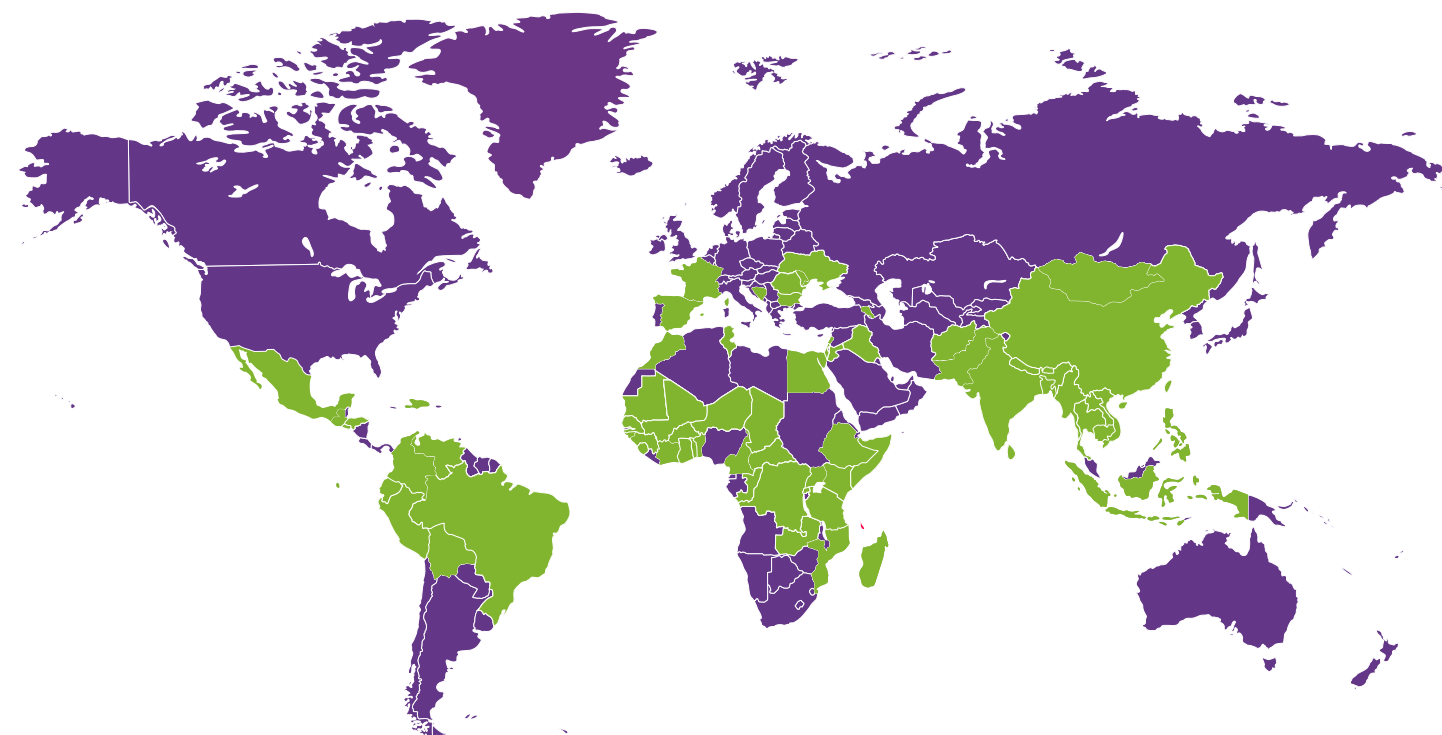


# 22 ORGANISATIONS MEMBRES

# QUI INTERVIENNENT DANS PAYS 69

Afghanistan, Arménie, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Chine, Colombie, Comores, Côte d'Ivoire, Egypte, Equateur, Espagne, Ethiopie, France et Outre-Mer, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée Bissau, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Irak, Jordanie, Kenya, Laos, Liban, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Moldavie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, Pakistan, Palestine, Panama, Pérou, Philippines, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Roumanie, Rwanda, Salvador, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Sri Lanka, Syrie, Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ukraine, Venezuela, Vietnam, Zambie

## CARTOGRAPHIE





# SENSIBILISER ET MOBILISER LES CITOYEN.NE.S

## **Afghanistan** Sgen-CFDT

## **Arménie** Vision Du Monde

## **Bangladesh** Humanité et Inclusion Secours Islamique France Save The Children

## **Bénin** Action Education Care France GREF Humanité et Inclusion Partage Planète Urgence Plan International France Solidarité Laïque

## **Bhoutan** Action Education

## **Bolivie** Vision Du Monde Save The Children

## **Bésil** Care France Essor Partage

## **Bulgarie** Action Education

## **Burkina Faso** Action Education Asmae Humanité et Inclusion Partage Planète Enfants et développement Plan International France Solidarité Laïque Save The Children

## **Cambodge** Action Education Care France Humanité et Inclusion Partage Planète Enfants et développement Planète Urgence Un Enfant Par La Main Save The Children

## **Cameroun** Care France Solidarité Laïque Plan International France Planète Urgence

## **Chine** Plan International France

## **Colombie** Care France Solidarité Laïque Save The Children Vision Du Monde

## **Comores** GREF Partage

## **Côte d'Ivoire** Action Education Asmae Solidarité Laïque Save The Children

## **Egypte** Asmae Humanité et Inclusion Partage Plan International France

## **Equateur** Care France Partage Planète Urgence

## **Espagne** Solidarité Laïque

## **Ethiopie** Humanité et Inclusion Plan International France Un Enfant Par La Main Vision Du Monde

## **France et Outre-Mer** Action Education CEMEA DEFI ESSOR La Ligue de l'Enseignement ONE France Partage Planète Urgence SGEN-CFDT SNUipp-FSU Solidarité Laïque

## **Ghana** Vision Du Monde

## **Guatemala** Care France Save The Children

## **Guinée** Action Education Plan International France Solidarité Laïque

## **Guinée Bissau** ESSOR Humanité et Inclusion

## **Haïti** Care France GREF Partage Solidarité Laïque Un Enfant Par La Main

## **Honduras** Partage Save The Children

## **Inde** Action Education Partage Plan International France Planète Urgence Un Enfant Par La Main Vision Du Monde

## **Indonésie** Un Enfant Par La Main

## **Irak** Secours Islamique France

## **Jordanie** Humanité et Inclusion Solidarité Laïque

## **Kenya** Humanité et Inclusion Secours Islamique France

## **Laos** Action Education GREF Humanité et Inclusion

## **Liban** Asmae Humanité et Inclusion Partage Secours Islamique France Solidarité Laïque

## Vision Du Monde Save The Children

## **Madagascar** Action Education Asmae Care France DEFI Humanité et Inclusion Partage Planète Urgence Secours Islamique France Solidarité Laïque Un Enfant Par La Main Save The Children

## **Mali** GREF Humanité et Inclusion Secours Islamique France Solidarité Laïque Vision Du Monde

## **Maroc** Care France GREF Humanité et Inclusion Secours Islamique France Solidarité Laïque

## **Mauritanie** Save The Children Solidarité Laïque

## **Mexique** Save The Children

## **Moldavie** Plan International France Solidarité Laïque

## **Mongolie** Vision Du Monde

## **Mozambique** ESSOR Humanité et Inclusion

## **Myanmar** Vision Du Monde

## **Népal** Action Education Humanité et Inclusion Partage Planète Enfants et développement

## **Niger** Action Education Care France GREF Humanité et Inclusion Plan International France Save The Children Solidarité Laïque

## **Ouganda** Humanité et Inclusion

## **Pakistan** Secours Islamique France

## **Palestine** Humanité et Inclusion Partage Secours Islamique France

## **Panama** Save The Children

## **Pérou** GREF Planète Urgence Save The Children

## **Philippines** Asmae

## Save The Children

## **République Centrafricaine** Humanité et Inclusion

## **République Démocratique du Congo** Humanité et Inclusion

## **Roumanie** Action Education Partage Solidarité Laïque

## **Rwanda** Humanité et Inclusion

## **Salvador** Vision Du Monde Save The Children

## **Sénégal** Action Education GREF Humanité et Inclusion Plan International France Solidarité Laïque Un Enfant Par La Main Secours Islamique France Vision du Monde Save The Children

## **Sierra Leone** Humanité et Inclusion

## **Somalie** Secours Islamique France

## **Sri Lanka** Action Education Solidarité Laïque Save The Children

## **Syrie** Secours Islamique France Vision Du Monde

## **Tanzanie** Plan International France

## **Tchad** Care France ESSOR Humanité et Inclusion

## **Thaïlande** Care France Partage

## **Togo** Action Education DEFI Care France Humanité et Inclusion Plan International France Planète Urgence

## **Tunisie** GREF Humanité et Inclusion Solidarité Laïque

## **Ukraine** SGEN-CFDT

## **Venezuela** Save The Children

## **Vietnam** Action Education Planète Enfants et développement Un Enfant Par La Main Vision Du Monde

## **Zambie** Vision Du Monde

## Entretien avec

## Aya Douabou

Chargée de programmes - Afrique, Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights (GI-ESCR) / Membre du COPIL du Réseau Francophone contre la Marchandisation de l'Éducation



Le 22 septembre 2022, le Réseau Francophone contre la Marchandisation de l'Éducation, dont la Coalition Éducation est membre du **COPIL**, a organisé la deuxième édition de la Journée de mobilisation contre la marchandisation de l'éducation sur le thème : « État des lieux de la privatisation de l'éducation en Afrique francophone, regards croisés ».

## Pourquoi cette journée a été créée ?

La Journée de mobilisation contre la marchandisation de l'éducation, dont la première édition s'est tenue le 22 septembre 2021, est un événement annuel organisé en réponse à un constat préoccupant. Des rapports de recherche de la société civile francophone produits ces dernières années ont révélé une croissance sans précédent des acteurs privés dans l'éducation, et particulièrement dans les pays à faibles revenus, accompagnée d'une insuffisance des États à fournir une offre éducative publique, gratuite, de qualité et accessible à toutes et à tous. Ce fossé a favorisé la prolifération d'écoles privées par des promoteurs davantage mus par l'appât du gain que par le souci d'offrir une éducation de qualité, le tout dans une logique de marché. Ces études ont également révélé un faible contrôle des

écoles privées, qui ne sont pas toujours conformes à la réglementation en vigueur et appliquent des frais de scolarité hors de la portée des ménages à faibles revenus.

Face à ce phénomène qui contribue à creuser davantage les inégalités et entrave la mise en œuvre du droit à l'éducation, les organisations de la société civile francophone se mobilisent chaque année à travers la journée de mobilisation. Il s'agit d'un moment d'amplification collective du plaidoyer en faveur de l'enseignement public pour toutes et tous et de la régulation de l'enseignement privé, car l'éducation est un droit humain et non un produit marchand.



RÉSEAU FRANCOPHONE  
CONTRE LA MARCHANDISATION  
DE L'ÉDUCATION

## Journée de mobilisation contre la marchandisation de l'éducation

Webinaire

**Thème :** État des lieux de la privatisation de l'éducation en Afrique Francophone, regards croisés

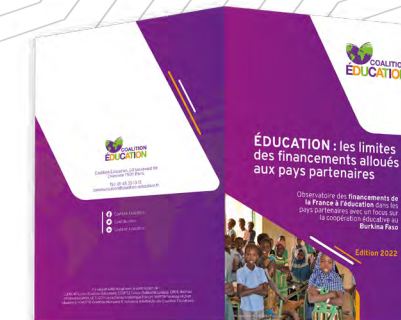
Heure :

11h00 - 14h00  
GMT

Date : Jeudi **22 septembre 2022**



# Nos actions et nos résultats



La multiplication des crises impactant directement l'éducation a obligé la Coalition Éducation à intensifier sa mobilisation en 2022-2023 pour porter haut et fort, dans les médias, les enjeux de l'éducation dans le monde.

## 10 Communiqués de presse, tribunes et lettres ouvertes

dont 4 collectifs en lien avec des partenaires locaux : « Trois transformations pour un soutien intégral aux enfants dans les situations d'urgence et de crise » (septembre 2022), « Maintenir l'éducation au rang des priorités du G20 » (octobre 2022), « Conférence de financement d'Education Cannot Wait : la France, pas au rendez-vous ! » (février 2023), « Appel à l'action. Le G7 doit faire de l'éducation en situations d'urgence et de crises prolongées une priorité » (mars 2023), « Sommet pour un nouveau pacte financier : appel à l'action pour l'éducation » (juin 2023)

Des parutions médiatiques dont notamment l'émission 8 milliards de voisins sur la radio RFI, portant sur l'État des lieux de la privatisation de l'éducation en Afrique francophone : Madagascar, Mali, Sénégal, Côte d'Ivoire.

## Quelle mobilisation a eu lieu ?

Lors de ces Journées, un webinaire est organisé et rassemble des parties prenantes de l'éducation pour discuter de la thématique choisie et formuler des recommandations. En marge de cela, les organisations de la société civile (OSC) mènent des initiatives locales. Par exemple, lors de la 2<sup>ème</sup> édition de cette Journée le 22 septembre 2022, le webinaire a rassemblé 88 participant.e.s dont des représentant.e.s des gouvernements ivoiriens et sénégalais, la CONFEMEN, des chercheur.euse.s et des OSC.

Parallèlement, la coalition ASO-EPT Niger a participé à un débat radiodiffusé, pour promouvoir la journée de mobilisation et plaider en faveur d'un contrôle de la part de l'État des frais de scolarité dans les écoles privées. Ce débat a également vu la participation du directeur de l'enseignement privé, du représentant de l'association nationale des parents d'élèves et étudiants et du représentant des promoteurs des établissements privés au Niger.

Par ailleurs, cette Journée a été l'occasion de diffuser les résultats de recherche de la société civile, autour de la thématique de la privatisation et de la marchandisation de l'éducation en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Mali et à Madagascar, grâce à une campagne audiovisuelle appuyée par la Coalition Éducation et GI-ESCR.



© SOLIDARITÉLAÏQUE



# FOCUS

## Campagne sur les services sociaux de base « Et si on commençait vraiment par la base ? »

En 2021, alors que le monde faisait face à une crise sanitaire sans précédent, la Coalition Éducation, aux côtés d'Action Mondiale Santé, Action Contre la Faim, la Coalition Eau, One, Oxfam France et Solidarité Sida, alertait sur le désinvestissement chronique des États dans les services sociaux de base (SSB) et notamment la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement et les systèmes de protection sociale.

Deux ans plus tard, malgré les conséquences dramatiques de la pandémie dans l'accès aux services sociaux essentiels et les nombreuses alertes de la communauté internationale, la part que représentent ces services dans l'aide publique au développement totale de la France continue de stagner. Dans l'optique de la tenue d'un nouveau Comité Interministériel de la Coopération Internationale et de Développement (CICID), ainsi que du renouvellement de la stratégie de la France en éducation, la période a été décisive pour redonner à la politique de développement française, l'impulsion nécessaire



et s'assurer que des moyens financiers, suffisamment ambitieux, accompagnent la réalisation des objectifs qu'elle s'est fixés.

C'est dans ce contexte que ces organisations ont choisi de relancer une nouvelle campagne « Et si on commençait vraiment par la base ? », afin d'assurer la priorisation des services sociaux de base au sein de la séquence politique cruciale à venir. Quatre expert.e.s issu.e.s de la société civile du Sud et du Nord ont donc été interrogé.e.s sur la question de l'importance des SSB dans la réduction des inégalités et l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). Carmen Romero, passionnée par le rôle des étudiant.e.s dans la conception des politiques en matière d'éducation et membre du conseil d'administration de la Campagne Mondiale pour l'Éducation, en tant que représentante au sein de la circonscription de la jeunesse et des étudiants, s'est exprimée sur les enjeux d'éducation.



## Table ronde au Forum de Paris sur la Paix sur les financements de l'éducation

La Coalition Éducation a participé à la table ronde haut niveau sur Les financements innovants au service de l'éducation : comment passer à l'action ? lors du Forum de Paris sur la Paix, le 12 novembre 2022, animé par Christophe Guilhou, nouveau directeur du développement durable au Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères.

Aux côtés de la Ministre de l'Éducation de la République du Bangladesh, de l'Ambassadeur du Rwanda en France, de l'UNICEF, de l'OCDE et du cabinet KOIS invest ; Vanessa Martin, porte-parole de l'ONG Action Education (actuel chef de file de la Coalition), a représenté la Coalition Éducation et a porté un plaidoyer fort pour un meilleur financement de l'éducation.

S'il faut effectivement trouver des financements additionnels pour faire face aux nombreux défis en matière d'éducation, il faut avant tout renforcer l'efficacité et l'impact des financements existants. Les États doivent consacrer 20 % de leur PNB et 20 % de leur financement international à l'éducation. La communauté internationale et les États doivent passer à l'action et s'assurer que les engagements pris dans le cadre du Sommet sur la transformation de l'éducation, notamment l'Appel à l'action sur le financement de l'éducation, ainsi que dans le cadre de la Déclaration de Paris soient effectifs.





# FÉDÉRER ET RENFORCER LA SOCIÉTÉ CIVILE FRANÇAISE POUR PORTER UNE VOIX COLLECTIVE ET ENGAGÉE AU NIVEAU NATIONAL ET INTERNATIONAL

## FOCUS

La Coalition Éducation adopte sa nouvelle stratégie 2023-2027



En 2022, la Coalition Éducation a sollicité **un accompagnement externe du FRIO<sup>3</sup> à la définition d'une stratégie**, afin de développer une [stratégie propre](#) à la Coalition Éducation à moyen-long terme, orientée changement. En effet, le développement croissant et la multiplication des activités de la CE ces dernières années ont suscité un besoin de renforcer la cohérence et l'articulation des actions de la CE autour d'objectifs à moyen/long termes et d'une vision commune. L'accompagnement du FRIO a également visé à améliorer la lisibilité des actions de la CE, auprès de ses membres et partenaires, afin d'éviter une multiplication des attentes, notamment chez les nouveaux membres, qui s'avèrent parfois différentes des missions originelles du collectif.

Entre avril 2022 et mai 2023, la Coalition a donc travaillé à la définition de cette stratégie, à travers la mise en place d'un processus fortement participatif associant l'ensemble des membres et dans une approche orientée changement, avec la mise en œuvre de réunions en plénière et d'ateliers collectifs. Accompagnée par un consultant externe dans le cadre du FRIO, la Coalition a organisé une consultation en ligne, quatre plénières et quatre GT thématiques identité, plaidoyer, thématiques, fonctionnement. La nouvelle stratégie de la CE a été validée et adoptée en assemblée générale le 11 mai 2023.

3 FRIO: Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel



Entretien avec

### Mathieu Cros

Responsable accompagnement, capitalisation et apprentissage, Action Education et membre du COPIL FRIO de la Coalition Éducation

### La Coalition a adopté sa nouvelle stratégie 2023-2027 : quelles en sont les grandes orientations ?

Entre juin 2022 et mai 2023, nous avons élaboré collectivement une stratégie à 5 ans, qui repose sur 3 grands piliers. Le premier n'est pas nouveau : il s'agit de la poursuite du plaidoyer, tant sur la quantité que sur la qualité de l'APD de la France à l'éducation, qui est le cœur d'activité de la Coalition depuis sa création. Les deux autres sont plus novateurs pour la Coalition, et viennent structurer des axes de travail, qui ont émergé ces dernières années. D'une part, faire émerger et porter des thématiques prospectives, autour desquelles produire de la connaissance pour éclairer l'action de la société civile et les politiques de solidarité internationale.

Et d'autre part, renforcer l'articulation de notre plaidoyer avec celui des sociétés civiles du « Sud » : en s'alimentant de leurs analyses et contributions sur les circuits de l'APD, en relayant leurs voix au « Nord », en portant des actions communes. Pour avancer sur ce dernier point, nous consacrons l'évaluation de notre triennal 2021-2023, au partenariat avec les sociétés civiles du Sud : pour tirer des leçons de nos expériences passées, et pour se projeter dans le futur en comprenant mieux les enjeux de ces sociétés civiles et en explorant les pistes de travail collectif.





## Qu'est-ce que cette stratégie va apporter à la Coalition Éducation ?

Après trois projets triennaux qui ont permis à la Coalition de se structurer et de monter en puissance, nous avons besoin de nous projeter plus loin. Un exercice de planification stratégique de 5 ans a permis de se détacher du quotidien et des cadres logiques, pour penser plus largement les changements que nous visons. Prendre le temps de se poser les bonnes questions et de réfléchir plus stratégiquement, nous a permis de faire un vrai saut qualitatif qui devrait se ressentir dans le travail, qui sera mené ces prochaines années. Enfin, le processus de planification stratégique a fait du bien au collectif : cela a été un moment fort en termes d'engagements des membres et de partages, et pour se projeter ensemble ces prochaines années.



## Nos actions et nos résultats

### 22 organisations membres de la Coalition Éducation. En 2023, l'ONG Save The Children France a rejoint la Coalition.

Au **niveau international**, la Coalition Éducation s'inscrit dans le mouvement de la Campagne Mondiale pour l'Éducation, et coordonne son action avec les coalitions des autres pays. En 2023, elle s'est notamment mobilisée pour la semaine d'action mondiale pour l'éducation sur le thème « Investir dans un monde juste : décoloniser le financement de l'éducation maintenant ! », lancée par la CME.

Participation à **47 réunions de travail** avec la société civile ou pluri-acteur.rice.s, dont les rencontres annuelles de la Campagne Europe et Amérique du Nord pour l'Éducation à Rome en octobre 2022, l'Assemblée Générale de la Campagne Mondiale pour l'Éducation à Johannesburg en novembre 2022, COPIL et réunions collectives du Réseau francophone contre la marchandisation, participation au GT de la Campagne services sociaux de base, aux réunions de la circonscription OSC du PME, GT G7 Éducation, etc. Plus d'une cinquantaine de réunions de partenariats, qui ont mené à une nouvelle adhésion (Save The Children France), de

nouveaux partenariats et/ou renouvellements avec ANCEFA, COSYDEP, CN-EPT Burkina Faso, CNT/EPT Togo, F3E, FRIO, GI-ESCR, INEE, Office for Climate Education, Right To Education, Unicef France, etc.

2 webinaires des Champions de l'éducation 2022, avec une moyenne de 50 à 70 participant.e.s : « Éducation et numérique » (septembre 2022), « Éducation et personnes déplacées » (novembre 2022). Une session spéciale en présentiel des Champions de l'Éducation (Février 2023) a eu lieu, afin de tirer le bilan des quatre dernières années des Champions de l'Éducation et réfléchir à un nouveau format. Celui-ci sera mis en place à la rentrée 2023.

**104 réunions internes** avec les membres, dont le Comité de Pilotage, le Comité de suivi et de gestion, les groupes de travail ad hoc (groupes de travail processus stratégie FRIO, stratégie EFI, projet EEDD), trois plénières d'ateliers de réflexions stratégiques dans le cadre de l'accompagnement stratégique du FRIO.



## DONNÉES FINANCIÈRES

### LES COMPTES DE L'EXERCICE

Le budget de l'exercice 2022, qui a couvert la période s'étalant du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022, s'est élevé à

**160k €**

### LES RESSOURCES

L'AFD a apporté un cofinancement de

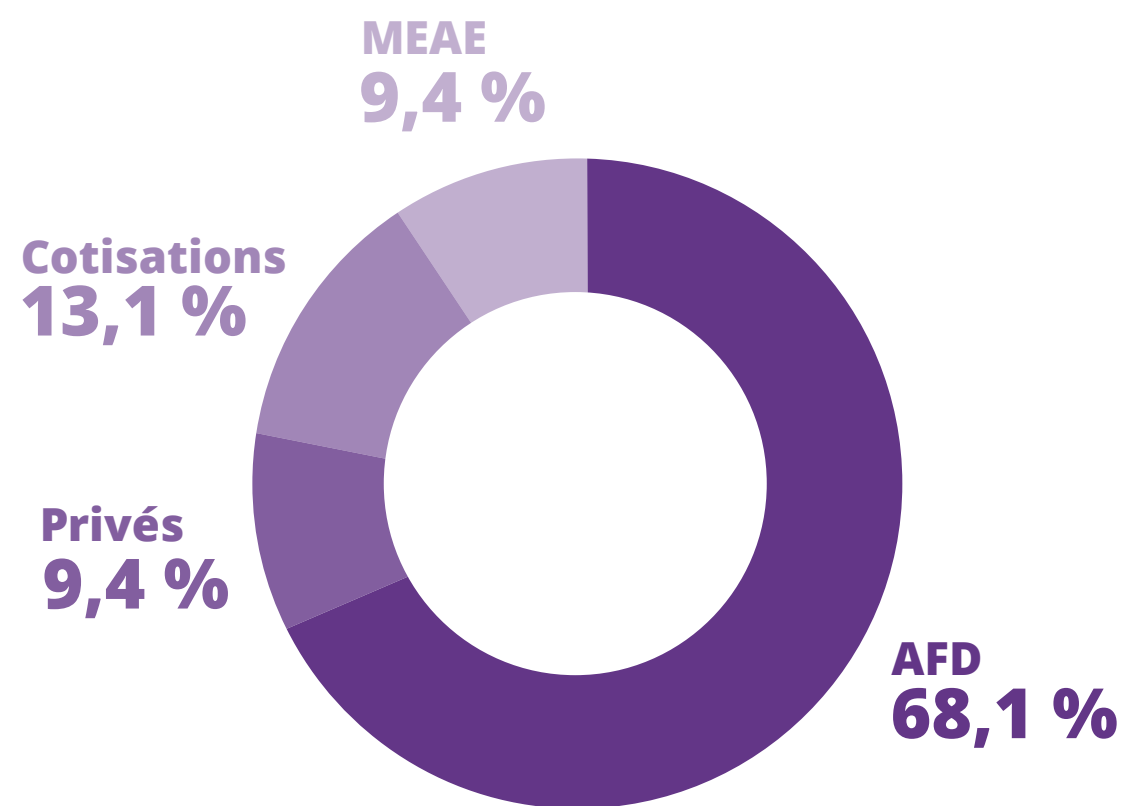
**108 466 €**

Le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE) a apporté un soutien financier de **15 000 €**, pour la mise en œuvre du projet « État des lieux des enjeux de l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable au Togo et au Sénégal » co-porté par Planète Urgence.

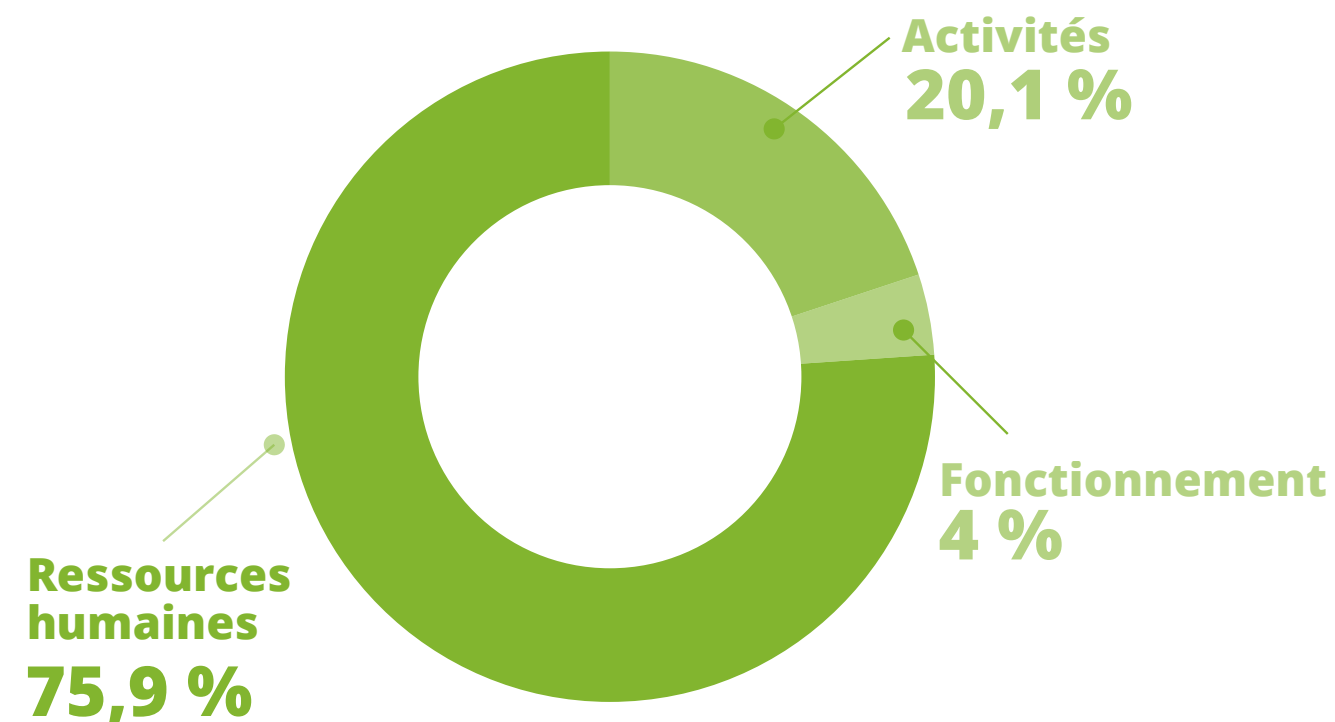
Les cotisations des membres ont représenté **20 825 €**.

Les autres fonds privés se sont élevés à **15 000 €**.

## RÉPARTITION DES RESSOURCES PAR TYPE DE FONDS



## RÉPARTITION DES DÉPENSES



Après deux années de crise sanitaire, la reprise des activités, notamment avec une mission au Burkina Faso, a entraîné une hausse des dépenses liées aux activités de la Coalition Éducation en 2022 (soit 20 % du budget total).



# NOS PARTENAIRES

## LES ORGANISATIONS AVEC LESQUELLES LA COALITION ÉDUCATION A TRAVAILLÉ

- Action Contre la Faim
- Action Santé Mondiale
- Advocates for Afghan Education
- ANCEFA (Africa Network Campaign on Education For All)
- Campagne Europe et Amérique du Nord pour l'éducation
- Campagne Mondiale pour l'Éducation
- Coalition Eau
- Coalition Nationale pour l'Éducation pour Tous du Burkina Faso
- Convergences
- Coordination Sud
- COSYDEP Sénégal
- Coalition Nationale pour l'Éducation pour Tous du Togo
- Education Cannot Wait
- Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel
- GI-ESCR
- Groupe Enfance
- IECD
- INEE
- IPNEd (International Parliamentary Network For Education)
- OXFAM France
- Partenariat Mondial pour l'Éducation
- Réseau Francophone Contre la Marchandisation de l'Éducation
- Right to Education Initiative
- Solidarité Sida
- UNESCO
- UNGEI
- UNICEF France

## LES PARTENAIRES PUBLICS ET FINANCIERS

Agence Française de Développement, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Open Society Foundation









 CoalÉducation

 Coalition Éducation

 Coalition Éducation

[communication@coalition-education.fr](mailto:communication@coalition-education.fr)

53 Boulevard de Charonne

75011 Paris | Tél. : 01 55 25 40 99

